



## ACCORD-CADRE DE TRAVAUX CCAG TRAVAUX 2021

**Création et entretiens courants des chemins de service**  
**Lot n° 1 Entretien chemins de service UTI CPCA**

**Marché sur procédure adaptée** en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP et sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande tel que défini aux articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP

**CONTRAT N°**

Downloaded from ascelibrary.org by University of California, San Diego on 06/01/15. Copyright ASCE, all rights reserved.

..... / ..... / .....

L'offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la date limite de remise des offres soit **AVRIL 2025** (mois zéro).

**VOIES NAVIGABLES DE France**  
**Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire Aval**  
**Unité territoriale d'itinéraire Canaux de Picardie Champagne Ardenne**  
**76, Rue de Talleyrand**  
**51084 REIMS Cedex**

## SOMMAIRE

1 - Identification de l'acheteur.....	3
2 - Identification du co-contractant.....	3
3 - Dispositions générales .....	5
3.1 - Objet.....	5
3.2 - Mode de passation .....	5
3.3 - Forme de contrat.....	5
4 - Prix.....	5
5 - Durée de l'accord-cadre .....	5
6 - Paiement.....	5
7 - Avance.....	6
8 - Nomenclature(s).....	7
9 - Clause d'insertion sociale.....	7
10 - Signature.....	7
ANNEXE N° 1 : DÉSIGNATION DES CO-TRAITANTS ET RÉPARTITION DES PRESTATIONS .....	9

## 1 - Identification de l'acheteur

**Nom de l'organisme :**

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire Aval

**Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances :**

Pour la Directrice Générale de Voies Navigables de France et par délégation, Monsieur le Directeur Territorial Bassin de la Seine et Loire Aval de Voies Navigables de France

**Ordonnateur :**

Pour la Directrice Générale de Voies Navigables de France et par délégation, Monsieur le Directeur Territorial Bassin de la Seine et Loire Aval de Voies Navigables de France

**Comptable assignataire des paiements :**

Madame l'Agent Comptable Secondaire de Voies Navigables de France  
18 quai d'Austerlitz - 75 013 PARIS Cedex

## 2 - Identification du co-contractant

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives de l'accord-cadre indiquées à l'article "pièces contractuelles" du Cahier des clauses administratives particulières n° **CPCA-2024-Chemins** qui fait référence au CCAG - Travaux et conformément à leurs clauses et stipulations ;

☐ Le signataire (Candidat individuel),

M / Mme	
Agissant en qualité de	

☐ m'engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte ;

Nom commercial et dénomination sociale	
Adresse	
Courriel	
Numéro de téléphone	
Numéro de SIRET	
Code APE	
Numéro de TVA intracommunautaire	

☐ engage la société ..... sur la base de son offre ;

Nom commercial et dénomination sociale	
Adresse	
Courriel	
Numéro de téléphone	
Numéro de SIRET	
Code APE	
Numéro de TVA intracommunautaire	

☐ Le mandataire (Candidat groupé),

M / Mme	
Agissant en qualité de	

désigné mandataire :

☐ du groupement solidaire

☐ solidaire du groupement conjoint

Nom commercial et dénomination sociale	
Adresse	
Courriel	
Numéro de téléphone	
Numéro de SIRET	
Code APE	
Numéro de TVA intracommunautaire	

S'engage, au nom des membres du groupement <sup>1</sup>, sur la base de l'offre du groupement,  
à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;

L'offre ainsi présentée n'est valable toutefois que si la décision d'attribution intervient dans un délai de 6 mois à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

### 3 - Dispositions générales

#### 3.1 - Objet

Le présent Acte d'Engagement concerne la création et l'entretien courant des chemins de service.

Les prestations définies au CCAP sont réparties en 2 lots.

#### 3.2 - Mode de passation

La procédure de passation est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

#### 3.3 - Forme de contrat

L'accord-cadre avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

### 4 - Prix

Les prestations seront rémunérées à la fois par application de prix forfaitaires et par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix.

Le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est défini(e) comme suit :

Lot(s)	Désignation	Minimum HT	Maximum HT
01	UTI CPCA FERME	50 000,00 €	500 000,00 €

Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction.

### 5 - Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est de 12 mois à compter de sa notification, reconductible 3 fois 12 mois.

### 6 - Paiement

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre de l'exécution des prestations en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants :

Titulaire du compte	
Prestations concernées	
Domiciliation	

Code banque	
Code guichet	
N° de compte	
Clé RIB	
IBAN	
BIC	

Titulaire du compte	
Prestations concernées	
Domiciliation	
Code banque	
Code guichet	
N° de compte	
Clé RIB	
IBAN	
BIC	

En cas de groupement, le paiement est effectué sur <sup>1</sup> :

- ☐ un compte unique ouvert au nom du mandataire ;
- ☐ les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

**Nota :** Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que seules les dispositions du CCAP s'appliquent.

## 7 - Avance

Le candidat renonce au bénéfice de l'avance (cocher la case correspondante) :

- ☐ NON
- ☐ OUI

**Nota :** Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que l'entreprise renonce au bénéfice de l'avance.

(1) Cocher la case correspondant à votre situation

## 8 - Nomenclature(s)

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45233141-9	Travaux d'entretien routier

## 9 - Clause d'insertion sociale

Je déclare avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et notamment des dispositions relatives à l'action obligatoire d'insertion en faveur de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Je m'engage, si je suis déclaré attributaire de ce marché, à :

- Réserver, dans l'exécution du marché, un nombre d'heures d'insertion, tel qu'indiqué dans le cahier des clauses administratives particulières à l'article 1.6.2 du cahier des clauses administratives particulières : à savoir, au minimum 5 heures d'insertion par tranche de 10 000€ hors taxes
- A prendre contact avec les facilitateurs des clauses sociales du lieu des prestations à réaliser, désignés à l'article 1.6 du cahier des clauses administratives particulières afin de préciser les modalités de mise en œuvre de la clause
- A fournir, à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur ou des facilitateurs des clauses sociales, et dans le délai imparti, toutes informations utiles à l'appréciation de la réalisation de l'action d'insertion.

## 10 - Signature

### ENGAGEMENT DU CANDIDAT

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation de l'accord-cadre à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du Code de la commande publique.

A ..... Le .....

Signature du candidat, du mandataire ou des membres du groupement avec cachet de la société

### L'AUTORITE CHARGÉE DU CONTRÔLE BUDGÉTAIRE

A Paris, Le .....

(1) Date et signature originales

## **ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR**

Montant de l'offre par lot		
Offre retenue	Lot(s)	Désignation
<input type="checkbox"/>	01	UTI CPCA

La présente offre est acceptée

A ..... Le .....  
Signature du représentant du pouvoir adjudicateur, habilité par un arrêté du .....

## **NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCES**

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

☐ La totalité du marché dont le montant est de (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :  
.....  
.....

☐ La totalité du bon de commande n° ..... afférent au marché (indiquer le montant en chiffres et lettres) :  
.....  
.....

☐ La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, est évaluée à (indiquer en chiffres et en lettres) :  
.....  
.....

☐ La partie des prestations évaluée à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :  
.....  
.....

et devant être exécutée par : ..... en qualité de :

- ☐ membre d'un groupement d'entreprise  
☐ sous-traitant

A .....  
Le .....

**Signature <sup>1</sup>**

(1) Date et signature originales



## ANNEXE N° 1 : DÉSIGNATION DES CO-TRAITANTS ET RÉPARTITION DES PRESTATIONS

Désignation de l'entreprise	Prestations concernées	Montant HT	Taux TVA	Montant TTC
Dénomination sociale : SIRET : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
	Totaux			